



## C.T.S.D d'installation du 15 janvier 2019

### Déclaration de la CGT Educ'Action du Val de Marne

À l'occasion du CTSD d'installation, la CGT Educ'Action du Val de Marne souhaite à l'ensemble des personnels de l'Éducation Nationale ses meilleurs vœux pour cette nouvelle année. De notre côté, nous avons bien reçu ceux de M. Auverlot, qui dans une circulaire envoyée en décembre dans l'académie, nous a fait savoir qu'une somme de 350 euros serait versée à l'ensemble des personnels administratifs, techniques, sociaux et de santé. C'est évidemment une bonne chose, sauf que pour l'heure, rien ne semble prévu pour les autres personnels, notamment enseignants et vie scolaire. Seraient-ils moins « méritants » ? N'hésitez pas à faire savoir à notre Recteur à quel point nous sommes touchés par un tel déferlement de « bienveillance » dans « l'école de la confiance » !

Ayant compris que nous ne pouvions compter que sur nous-mêmes, nous nous souhaitons donc une excellente année 2019, marquée par de nombreuses mobilisations, une évolution en profondeur de la société vers davantage de progrès social, une réduction des inégalités, et un recul de l'extrême-droite. Nous espérons aussi qu'un coup d'arrêt définitif sera porté à la politique dévastatrice portée par Jean-Michel Blanquer. Sur ce dernier point, soyez sûre que nous déploierons toute l'énergie dont nous sommes capables pour atteindre cet objectif le plus vite possible.

Venons-en à présent aux élections professionnelles, qui se sont déroulées dans une indifférence quasi totale des médias comme du gouvernement. Dans le contexte de dérive monarchique et autoritaire du pouvoir que nous connaissons aujourd'hui, cela n'a rien d'étonnant et nous ne sommes pas dupes de la stratégie consistant à mettre délibérément sur la touche tous les corps intermédiaires. Comme nous avons déjà eu l'occasion de le dire, une démocratie en bonne santé n'est pas forcément un espace où il y a de « l'ordre ». C'est surtout un espace où il existe des contre-pouvoirs partout et tout le temps. Dans le cas contraire, nous ne sommes plus en démocratie. Comme vous pourrez le constater tout au long de ce mandat et n'en déplaise à ce gouvernement, nous sommes là, et bien là. Dès le 9 janvier, nous avons organisé un « comité d'accueil » à Emmanuel Macron, à l'occasion de l'inauguration de la maison du handball de Créteil. À chaque fois que le président de la République reviendra dans le Val de Marne, il nous trouvera toujours sur sa route pour lui rappeler non seulement nos revendications mais aussi les principes de base de la démocratie et de l'EMC niveau collège, en dépit des CRS et des gaz lacrymogènes.

Pour ce qui concerne les élections professionnelles dans le Val de Marne, nous tenons tout d'abord à remercier les chefs d'établissements du département qui, à une exception près, nous ont accueillis dans de manière agréable et sans difficulté particulière, à l'occasion de nos visites. Hélas, cela ne nous fera pas oublier les

nombreux dysfonctionnements qui ont émaillé une fois de plus le vote électronique, auquel nous restons fermement opposés depuis sa mise en place. Nous ne nous lancerons pas ici dans une longue et fastidieuse liste de tout ce qui n'a pas fonctionné. Nous ne ferons pas état non plus de tous les travaux universitaires, pourtant passionnants qui alertent depuis des années sur les dangers de ce type de vote. À ce sujet, nous préférons faire un petit détour allégorique par les primaires de « feu l'UMP » en 2017. Voici ce que nous pouvions alors lire sur le site de ce parti :

« Cette fois-ci, plus question de prendre des risques avec le scrutin électronique. » Le député UMP des Hauts-de-Seine Thierry Solère, chargé par le parti d'organiser la primaire pour la présidentielle 2017, a annoncé ce mardi que Nicolas Sarkozy avait validé le vote papier pour ce scrutin. « *Par nature, le vote papier peut assurer une parfaite transparence de la procédure* », a-t-il expliqué devant plusieurs journalistes. C'est « *lors de la réunion des nouveaux adhérents en décembre* » que le président de l'UMP a fait connaître son choix. (...) Lors de l'élection du président de l'UMP, qui s'était déroulée par Internet en novembre dernier, un bug informatique avait momentanément perturbé l'élection. Luc Chatel, alors secrétaire général du mouvement, avait annoncé qu'une plainte avait été déposée.

Mais au fait ? Qui est Luc Chatel ? N'est-ce pas le ministre de l'éducation qui avait imposé le vote électronique à tous les personnels à l'époque où il était en poste ? N'est-il pas amusant de le voir abandonner aussi vite ce système jugé « non fiable » pour les élections internes de son propre parti, après une invraisemblable série de dysfonctionnements ? Où l'on découvre que les choses redeviennent vite sérieuses et qu'on ne s'amuse plus avec les modalités du scrutin dès lors qu'il s'agit d'élire les « premiers de cordée ». Pour nos élections à nous, hélas, il en est tout autrement...

Venons-en à présent au contexte social : vous aurez sans doute remarqué comme nous qu'un mouvement de nature inédite secoue actuellement le pays. Il faudrait vivre enfermé dans une armoire depuis des semaines ou bien s'appeler Emmanuel Macron pour ne pas en mesurer l'ampleur. Depuis deux mois, la CGT multiplie les mobilisations et de nombreuses coordinations (gilets, jaunes, stylos rouges...) se font également entendre dans la rue. Beaucoup de nos concitoyens, largement soutenus par l'opinion publique, multiplient les luttes pour exprimer leur exaspération sur leurs conditions de vie et l'explosion des inégalités. Au lieu de les entendre, le gouvernement multiplie à son tour les actes de violence et les répressions policières, en laissant dégénérer la situation de manière totalement irresponsable ce qui en dit long sur sa conception du « dialogue social ». L'organisation du pseudo « grand débat » est une vieille technique managériale archi-usée, ayant pour but de noyer le poisson en attendant de ne rien faire. Évidemment, personne n'est dupe. Dans une stupéfiante lettre adressée aux Français le président trace d'ores et déjà les conclusions de ce débat avant même qu'il n'ait commencé : l'austérité reste de mise, et ceux en qui feront les frais seront les fonctionnaires, les migrants, les retraités, les chômeurs... Nous voilà prévenus. Évidemment, la CGT ne laissera pas faire.

La dégradation du service public d'éducation, fruit de plusieurs politiques successives, est désormais en train de s'accélérer, au point d'atteindre un point de non-retour dans de très nombreux établissements. Comme dans les hôpitaux, les

personnels épuisés, maltraités et déconsidérés, sont en train de perdre courage. Leur salaire, leurs pensions, leurs conditions d'exercice et le sort de leurs élèves doivent être améliorés au plus vite. Si rien n'est fait, c'est tout l'avenir de notre pays qui sera très lourdement impacté.

Dans un tel contexte, même si les DASEN ne peuvent pas tout, les DASEN ne peuvent pas rien non plus : nous serons très attentifs tout au long de ce mandat à la qualité du dialogue social avec les corps intermédiaires et les élus du personnel. Nous attendons d'ores et déjà de véritables négociations ainsi que des avancées concrètes sur de nombreux dossiers. Nous serons également attentifs à la manière dont vous défendrez le service public, ses élèves et ses personnels dans un département qui nécessite un vrai plan de rattrapage et qui ne saurait devenir une simple variable d'ajustement pour l'attribution des moyens dans l'académie. Alors que nous nous félicitons d'avoir « une » DASEN dans notre département, nous espérons que vos services seront également attentifs au sort réservé aux filles, mais aussi aux femmes. Comme vous le savez, les métiers de l'éducation sont très féminisés, c'est bien pour cela qu'ils sont méprisés et dévalorisés. Beaucoup de nos élèves filles sont encore discriminées ou s'auto-censurent dans leurs choix d'orientation. De nombreux progrès restent à faire dans la conquête de l'égalité, pour les personnels comme pour les jeunes qui nous sont confié.e.s Nous comptons sur vous pour impulser de vraies avancées dans ce domaine, qui nous tient particulièrement à cœur.

Nous comptons enfin sur vous pour défendre le principe d'une école moderne, égalitaire et émancipatrice, qui ne laissera ni les personnels dans la souffrance, ni les élèves sur la touche.

**Pour l'heure, la CGT Educ'action appelle à une convergence des luttes au sein de l'Éducation nationale afin d'intensifier le rapport de forces contre le gouvernement et exiger une autre politique sociale et économique.**

**Nous continuerons, dans l'unité, à construire les mobilisations.**